

## A TOUS LES SYNDICATS DE LA BRANCHE CAOUTCHOUC

**TOUTES ET TOUS À CLERMONT FERRAND DEVANT LE SIÈGE SOCIAL DE L'ENTREPRISE MICHELIN LE 23 JUIN DE 9H00 À 15H00.**

**Nous sommes tous des victimes de l'évasion industrielle organisée par les donneurs d'ordres de cette branche professionnelle qui n'hésitent pas à nous sacrifier pour augmenter leurs profits.**

**Bridgestone – Hutchinson – Michelin – PPG – Sumiriko – Anvis...  
les requins de la finance.**

**➔ APPEL À LA GRÈVE LE 23 JUIN DANS TOUTES LES ENTREPRISES DE LA BRANCHE DU CAOUTCHOUC.**

● BRANCHE CAOUTCHOUC (0045)

**A** se battre tout seul dans son entreprise, nous en sommes à moins 5 000 emplois directs supprimés ce qui représente moins 15 000 emplois directs au total.

Malgré des millions d'euros d'aides publiques, les patrons de cette branche professionnelle ne font qu'organiser l'évasion industrielle. Sans aucune retenue, ils pillent nos caisses sociales solidaires pour alimenter les dividendes de leurs actionnaires, ou tout simplement acheter des machines, dernières technologies, sous couvert d'améliorer la compétitivité des usines françaises, alors que ces machines ne sont même pas sorties des cartons car envoyées dans les pays à bas coût de main d'œuvre et dépourvus de droits sociaux.

**L'ensemble des syndicats de la FNIC-CGT refuse la concurrence entre salariées et salariés de tous les pays et exige le remboursement intégral de toutes les aides publiques perçues par ces fossoyeurs d'emplois.**

Ils détruisent nos emplois et nous font payer leurs délocalisations. En 2017 par exemple, 452 millions d'euros de CICE sont identifiés dans le rapport de branche fourni par la chambre patronale du caoutchouc dont seulement 11 millions sont validés pour l'implantation de nouvelles technologies et pour les 441 millions restants nous n'avons jamais eu la réponse. Ces patrons refusent de répondre à notre interpellation de détournements et aux vols de l'argent public. **Où sont-ils passés ?**

Leur seul objectif est d'imposer le dumping social financé par notre argent. C'est pourquoi la FNIC-CGT suivie par de nombreux partis politiques progressistes revendique un bouclier anti-dumping social qui garantirait le paiement d'une cotisation sociale reversée aux deux pays supprimant de fait l'augmentation des profits tant recherchée par nos patrons.

**Bridgestone**, après avoir reçu 1,8 millions d'euro de CICE, 2,7 millions d'euros et 24 millions de fonds européens ferme l'usine de Béthune avec la destruction de 863 emplois directs.

**Hutchinson**, par le biais d'une RCC concernant 1000 emplois et qui laisse entendre comme dans toutes les entreprises qui sont en train d'en déployer que ce ne sont pas des licenciements : c'est un mensonge monumental. Les emplois seront bien détruits dans ce groupe, que les salariées et salariés soient volontaires ou pas.

**Michelin** avec son annonce de destruction de 2300 emplois d'ici 2023 va passer en-dessous de 15000 emplois France et va, de ce fait, créer une désorganisation tant des unités de productions que du tertiaire. Nous pouvons nous attendre à l'annonce de fermetures de sites après ce plan funeste de destructions d'emplois.

**PPG** Bezons qui, il y a quelques années, faisait encore parti du groupe Hutchinson « le Joint Français » a été vendu à ce groupe américain qui dans cette vente a voulu tout simplement voler les brevets de fabrications. Maintenant que ce groupe PPG a obtenu ce qu'il était venu chercher avec la complicité d'Hutchinson, il jette les salariés comme des Kleenex.

**Anvis, Tokai, Sumiriko** puis retour d'**Anvis**, on ne sait même plus comment les appeler tellement ils ont changé de nom. Ce syndicat CGT durant cette dernière décennie a combattu tellement de plans Antisociaux qu'ils ont l'impression d'y être en permanence !

Nous pourrions ainsi continuer longtemps car les chiffres parlent d'eux mêmes. Une branche professionnelle comme le caoutchouc, qui en 2010 comptait plus de 52 000 salariés, se retrouve aujourd'hui à moins de 40 000.

Quand nous employons le terme de **fossoyeur d'emplois** ce n'est pas pour faire de la sémantique mais c'est qu'il n'y a pas d'autre mot qui pourrait mieux refléter ce qui arrive à cette branche issue des choix parfaitement assumés de ce patronat.

Nous ne pouvons et ne devons plus attendre pour organiser la riposte et faire entendre notre voix. Exigeons de notre branche professionnelle de développer nos entreprises. Nous avons de très hautes technologies de fabrication de pneus et d'articles en caoutchouc, dont la population a besoin. Que ce soit

du secteur industriel, du pneumatique ou du médical, le caoutchouc fait partie intégrante de nos vies donc il n'est pas question de voir cette industrie nous échapper.

Ce gouvernement de "godillots" avec son président en tête de gondole portant des discours solennels sur la souveraineté industrielle est main dans la main avec nos patrons pour valider ces destructions.

Il est aussi important de rappeler que seule la FNIC-CGT dans notre branche du caoutchouc a été demandeuse d'une négociation pour la reconnaissance de la pénibilité au travail qui n'a pas été validée par la chambre patronale et non soutenue par toutes les autres organisations syndicales de salariés. Leur volonté patronale de réduire les effectifs va de fait augmenter considérablement la charge de travail pour les salariés restants.

Dans ce contexte, nous pouvons d'ores et déjà en conclure que l'enrichissement des requins de la finance va reposer sur l'enfer promis aux salariés.

## Toutes et tous ensemble exigeons :

- ➡ l'arrêt de tous les licenciements,
- ➡ l'arrêt de toutes délocalisations de nos productions,
- ➡ le remboursement intégral des fonds publics dès le 1<sup>er</sup> licenciement,
- ➡ la reconnaissance de la pénibilité au travail,
- ➡ l'augmentation des salaires et non pas l'aumône des 42 cts/mois proposée par les patrons du caoutchouc.

**En 2021, les entreprises du CAC 40 vont verser 51 milliards d'euros à leurs actionnaires.**

**Macron et son gouvernement continuent de leur verser des aides publiques.**

**De 65 milliards en 2007, ces aides sont passées à 110 milliards en 2012. Hollande et Macron les ont faites monter à 150 milliards d'euros.**

**En 2020, sous prétexte de lutter contre la Covid 19, le gouvernement a ajouté 155 milliards d'euros.**

**Allons-nous les laisser faire plus longtemps ?**

**CEUX QUI LUTTENT, NE SONT PAS SÛR DE GAGNER, MAIS CEUX QUI NE LUTTENT PAS ONT DÉJÀ PERDU !**